

Exemple d'un parcours de recherche

Kenjiro MURAMATSU

Doctorant en cotutelle

en Sciences politiques et sociales (Université de Liège)

en Sciences sociales (Université de Haute-Alsace)

1

Parcours

- Formation anthropologue au Japon

- Je m'intéressais toujours aux thèmes de l'avenir de l'agriculture et de possibilités de l'agriculture alternative et durable.

- Je voulais étudier cette question à partir de dynamiques réelles en cours, dans leur intensité. En mettant en question les définitions ou approches préalablement données par l'économie ou l'agronomie me paraissaient incertaines, dans la mise en oeuvre de projets ou pour l'intérêt des acteurs, même si elles sont forcément dominantes dans les politiques publiques. A partir de cette problématique là, j'ai voulu faire une approche sur les logiques d'acteurs sur le terrain à partir desquelles de nouvelles stratégies ou valeurs collectives pourraient développer autour de l'agriculture. D'où également mon intérêt vers la sociologie, plutôt que l'anthropologie proprement dite.

2

- **DEA en Développement, environnement et société** 2005-2006 ; 2006-2007 (choix de filière : Liège - Arlon. Séminaire Economie sociale, territoire durable, terrain etc. pour la première année. Et le mémoire pour la deuxième année...

3

- **Mémoire de DEA** : "Dynamique des représentations sociales de l'agriculture et de la ruralité dans un contexte territorial du vieillissement de la population : Le cas du « Projet Nô-Life » de la Ville de Toyota au Japon" (268p. 150 pour la description données de terrain)

4

En quoi cela consistait ?

- Sur la base d'enquêtes effectuée au Japon : mars - septembre 2005 (observ. participante) ; octobre 2006 (entretien)

- Objet d'étude : un projet local dans ma région : "Nô-Life" - nouveau projet communal qui combine la politique agricole et la politique sociale du vieillissement. Pour lutter contre

Université Catholique de Louvain, le 15 octobre 2008.

l'aggravation de la crise agricole (exode, fragilisation de la main-d'oeuvre, friches agricoles, manque de nouveaux producteurs etc.), la commune a eu l'idée de promouvoir une "vie agri-rurale" avec une population urbaine et rurale de plus en plus vieillissante en utilisant les terrains agricoles par la location (+ de 10a).

- Ceci autour du terme de l'"agriculture de type Ikigai (sens de la vie)".
- Ville de Toyota = ville industrielle dans une région qui reste rurale.

5

- **Comment pense et procède-t-on à une telle politique transversale, et la faire fonctionner ?** Est-ce pour le bien-être de la population ou pour relever le développement agricole ou pour le développement durable du territoire ? Comment raisonne-t-on sur la priorité d'action ?

- Interroger les divers types d'acteurs impliqués (gestionnaires, partenaires, stagiaires individuels...) pour savoir qu'ils "pensent (représentation)" du projet et de l'agriculture, et ce qu'ils "font (action)" avec.

6

- **Question de recherche :** avec la notion de l' « agriculture pour Ikigai », une redéfinition de l'agriculture est-elle possible dans le déroulement du projet ?

- Hypothèse : L'interaction doit peser, plus que des définitions données a priori, sur l'émergence, l'effectivité et l'évaluation d'un tel projet territorial.

7

- **Résultats d'analyse :** relever une situation contradictoire entre différentes logiques d'acteurs, à savoir le sectoriel (dév agricole), le transversal (civique, bien-être, sociabilité etc.), le personnel (dispositions).

- Dilemme posé sur le terrain de la mise en oeuvre entre les gestionnaires et les stagiaires.
- Finalement, le projet n'était pas vraiment capable de rendre compatible tous ces trois éléments, en raison du poids d'un productivisme agricole imposé par les partenaires du secteur agricole (coopérative, vulgarisateur etc.). Ceci au niveau conceptuel, matériel et technique. Et que l'intérêt sectoriel gagnait le terrain, au détriment des autres types de valeurs.
- Compatibilité difficile en raison du poids d'un productivisme agricole imposé par les partenaires du secteur agricole (sectoriel > transversal = personnel)
- Donc, j'ai constaté l'absence de nouvelle définition de l'agriculture, sauf que ce dispositif a réussi à mettre en place par ce projet un nouveau cadre commun de l'interaction autour de l'agriculture en dehors du secteur agricole professionnel et du marché.

8

- **Doctorat depuis 2007** (défense prévue été 2010)

- Titre de thèse : "Transaction sociale entre ville et agriculture dans l'action publique locale. Une étude comparative sur l'agriculture urbaine en Europe et au Japon"
- Continuation, mais avec un renouvellement de cadres d'analyse et des données de terrain.

9

Aperçu de ma recherche doctorale en cours

Question et objectif

- Comment l'agriculture peut-elle avoir sa fonction dans une dynamique urbaine confrontée à sa propre crise ?
- Cette recherche vise à montrer la possibilité ou la difficulté d'envisager une agriculture alternative à partir de problématisations transversales et territoriales dans différents contextes nationaux et locaux.
- Qu'est-ce que l'agriculture peut-elle produire les biens et services en termes de valeurs non marchandes pour la société ?
- L'action publique locale utilisant l'agriculture comme instrument, nous sert d'un bon laboratoire pour observer ces dynamiques.

10

Approche comparative

- agriculture pour Ikigai (Japon) dans le contexte du vieillissement
 - jardins d'insertion en Belgique (et/ou en France)
- = Dynamique combinatoire entre le culturel, social et l'économique.

11

Cas de La Louvière

- « Ferme Delsamme » : EFT (Entreprise de Formation par le Travail) gérée par le CPAS depuis 2002.
- Elaboration du projet de terrain en cours. Le terrain est prévu pour le printemps-été 2009.
- Formation en culture biologique pour l'insertion socio-professionnelle. Avec la vente directe, la restauration etc.

12

Enjeux

Coexistence de différentes logiques :

- sectoriel (mise à l'emploi, productivité, vente),
- transversal (citoyenneté, développement durable, économie locale identitaire etc.),
- personnel (dispositions des stagiaires)

13

Question de recherche

- Comment ils s'articulent ou non dans le déroulement interactif du projet ?
- Quelle médiation (transaction sociale) autour de cette entreprise entre différentes logiques d'acteurs en présence ? Ceci en tenant compte de différentes temporalités et de valeurs.
- Notamment, par quel(s) critère(s) d'évaluation une nouvelle reconnaissance de valeurs non marchandes de ces activités devient-elle possible ou non ?

14

Cadre d'analyse

- Analyse de la transaction sociale dans les multiples lieux de l'échange :
 - ; Autorité publique (conseil communal, plans directeurs, informations publiques etc.)
 - ; Sous-systèmes politiques (sections communales, organisations impliquées à degrés divers)
 - ; Terrain de la mise en œuvre (gestionnaires et usagers)
 - ; Dispositions des usagers (vie privée)

15

Constat intermédiaire

- La transversalité semble peser plus fort que dans le cas japonais d' « Ikigai » autour du terme de la « citoyenneté » qui introduit les référents environnemental et social au sens éthique et comportemental. Cette notion a un poids à la fois éthique, comportemental et économique en s'approchant de la notion de la "justice", avec une logique égalitaire (Tandis que la notion d'Ikigai est apte à relier la notion du "bonheur" personnel à l'économique, ce qui était difficilement valorisable dans une action publique, avec une logique préférentielle.)
- Mais la tension existe pour la justification durable du projet entre les critères d'évaluation (ou jugement de valeur)
 - ; Autorité communale : critiques portées par les partis d'opposition (MR, CDH, Ecolo) en termes de gaspillage du budget, et de concurrence déloyale exercée par un service public etc. Mais ces critiques privilégient le critère du marché par rapport aux autres relevant de la dimension socio-culturelle et environnementale.
 - ; Dilemme au niveau du terrain de la mise en oeuvre : membres de l'équipe (coordinateur, formateurs, animateurs, assistants sociaux) travaille pour la solidarité et le dév durable (ou les biens et les services en termes de solidarité et de dév durable) avec et pour les stagiaires. Mais en même temps, ils doivent répondre à l'exigence du marché (autonomie financière) et de la politique sectorielle (mise à l'emploi des stagiaires avec un contrat de travail), demandés par l'autorité (ce qui constitue la rareté pour l'autorité communale.) Et qu'est-ce qui compte chez les stagiaires ? Vivre ensemble ? Cultiver et manger bio et polluer moins ? Ou trouver un emploi stable ? Ils doivent probablement les articuler chacun(e) à sa manière dans leur disposition.

16

Comment cette complexité s'exprime-t-elle dans différents lieux de l'échange ? Quelles médiations s'effectuent-elles ?

17

Hypothèse

- Au delà des jeux d'intérêts immédiats et de pouvoirs qu'entraîne qu'un instrument d'action publique, l'apprentissage collectif des objectifs et valeurs entre les acteurs par la transaction sociale détermine sur le long terme l'effectivité et le mode d'évaluation d'un projet. Ce qui peut renforcer la coopération autour d'un objet commun. L'agriculture peut s'offrir ainsi comme un instrument ou un bien commun servant au développement durable du territoire articulant le sectoriel et le personnel.